

Kennedy, Gregory M. W., *Something of a Peasant Paradise ? Comparing Rural Societies in Acadie and the Loudunais, 1604-1755* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014), 288 p.

Catherine Desbarats

Volume 69, numéro 1-2, été–automne 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034599ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034599ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Desbarats, C. (2015). Compte rendu de [Kennedy, Gregory M. W., *Something of a Peasant Paradise ? Comparing Rural Societies in Acadie and the Loudunais, 1604-1755* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014), 288 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 69(1-2), 202–204.  
<https://doi.org/10.7202/1034599ar>

frontière que les auteurs ont voulu ériger entre l'histoire de la santé et l'histoire de la médecine. Néanmoins, comme l'a élogieusement dit le Dr Alain Vadeboncoeur sur les ondes radio-canadiennes (19 août 2014), cet ouvrage est intéressant, richement illustré et plaira à un lectorat curieux.

MARIE-CLAUDE THIFAUT

*Chaire de recherche sur la francophonie canadienne en santé  
Faculté des sciences de la santé / École des sciences infirmières  
Université d'Ottawa*

Kennedy, Gregory M.W., *Something of a Peasant Paradise? Comparing Rural Societies in Acadie and the Loudunais, 1604-1755* (Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2014), 288 p.

**A**vant la déportation de 1755, l'Acadie était-elle véritablement une sorte « d'éden paysan » ? L'expression est tirée de l'ouvrage d'Allan Greer, *The People of New France* (University of Toronto Press, 1997), et pour Gregory Kennedy, elle incarne un lieu-commun persistant, davantage tributaire d'auteurs romantiques du XIX<sup>e</sup> siècle que d'une recherche professionnelle approfondie. « Âge d'or acadien », « république de producteurs auto-suffisants », pour Kennedy qui les recense dans son introduction, ce sont autant de formules typiques du flou nostalgique enveloppant la société rurale acadienne des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles.

Pour dissiper ce brouillard apparent, Kennedy invoque l'inspiration des Annales, et propose une démarche comparative. La société rurale acadienne sera contrastée avec celle du Loudunais, zone frontalière française entre le Poitou et la Touraine. C'est le lieu d'origine de Charles de Menou d'Aulnay, l'un des premiers seigneurs et gouverneurs de l'Acadie, et vraisemblablement de la vingtaine de familles qu'il recrute pour la colonisation dans les années 1640. Cette génération souche sera la première à récupérer les marais autour de Port Royal pour des fins agricoles, et figurera parmi l'élite sociale et politique de la communauté acadienne. Ironie relevée par l'auteur, ces migrants quittent une zone frontalière qui se calme après plusieurs siècles de conflits militaires, pour en regagner une autre qui s'enflamme.

Deux premiers chapitres, sur les environnements « naturels » et « politico-militaires », font particulièrement bien ressortir certains aspects peu paradisiaques de l'Acadie : le climat de la fin de la petite ère glaciaire

était plus froid que celui que nous connaissons de nos jours ; au moins à trois reprises, les inondations brutales de la fin de l'ère du Minimum de Maunder (c. 1690-1715) détruisent en quelques minutes le travail d'endiguement de plusieurs années. Et si l'Acadie se voit ballotée entre empires bien avant le traité d'Utrecht, il ne s'agit pas d'un jeu d'échec théorique mené par des instances lointaines. Les paysans seront réquisitionnés ; on exigera d'eux un service de milice ; certains d'entre eux verront leurs terres brûlées, notamment pendant la guerre de Succession d'Espagne. Fuyant les conflits, ils se déplaceront, et recommenceront à zéro le travail acharné de récupération des marais. Pour éviter de tels risques, ils formeront des communautés dispersées.

Les paysans acadiens possèdent certains avantages par rapport aux habitants ruraux du Loudunais, mais à bien des égards, selon Kennedy, ils se ressembleraient. Grâce au travail intense d'endiguement, donnant lieu à des terres très fertiles, les Acadiens peuvent se nourrir à partir de surfaces cultivées plus modestes, sans rotation, jachère ou engrais, et sans le besoin d'ensemencer des parcelles éloignées les unes des autres. Les pâturages abondants leur permettent aussi de posséder d'importants cheptels. En revanche, ils souffrent d'accès moins aisés aux marchés extérieurs, que ce soit celui de Boston, ou de celui, clandestin, de Louisbourg. Des deux côtés de l'Atlantique, on retrouve une hiérarchie rurale. En Acadie, une minorité se distingue par des terres et des cheptels cinq fois plus grands que ceux de leurs confrères plus pauvres. Le niveau de vie de cette élite agricole, qui fournit aussi les notaires et les élus dans les assemblées paroissiales ou communautaires, se compare aussi favorablement à celui de la grande majorité des paysans du Loudunais. En dépit de leur réputation d'avoir été particulièrement « libres » ou « démocratiques », les institutions de gouvernance locale de l'Acadie ressembleraient aussi à bien des égards à celles qui perdurent dans le Loudunais. La seigneurie acadienne (qui comprend d'importants droits aux pêcheries et aux fourrures) ne serait pas non plus une lettre morte pendant le Régime français en Acadie, alors qu'après Utrecht, les redevances seigneuriales seront transformées en *quitrents* payables aux autorités locales britanniques. Selon Kennedy, les Acadiens ne rechignent pas à verser de tels paiements, entre autres parce qu'ils ne feraient que consolider la reconnaissance de leurs titres de propriété.

La comparaison transatlantique est à la fois révélatrice et fertile, nourrissant un « révisionnisme sain », dans l'heureuse formule de l'historien

John Reid. On pourrait toutefois se demander pourquoi les comparaisons avec la colonie du Canada (étonnement appelée ici « Nouvelle-France » même avant que cette dernière ne perde sa composante acadienne) ne soient pas plus fréquentes, ou toujours aussi solides qu'elles pourraient l'être. Les travaux classiques de Christian Dessureault, Sylvie Dépatie, Thomas Wien, par exemple, auraient pu étayer les propos de Kennedy sur les inégalités de richesse au sein d'une paysannerie coloniale. Il est tout aussi étonnant de voir une comparaison avec la milice canadienne s'établir à partir de travaux défraîchis, sans nulle mention de l'ouvrage posthume de Louise Dechêne, *Le Peuple, l'État et la guerre au Canada sous le Régime français* (Boréal, 2008), pourtant incontournable.

Il est certainement difficile de mener une enquête « inspirée par les Annales » dans le contexte acadien et Mi'kmaq. Kennedy s'est admirablement débrouillé avec le peu de registres paroissiaux, d'actes notariés, de papiers terriers et de recensements qui ont survécu, y ajoutant les résultats de fouilles archéologiques et d'analyses climatiques. La discussion est néanmoins parfois plus impressionniste que nécessaire. Certains lecteurs voudront sans doute en savoir plus long, par exemple, sur les « budgets » ruraux si potentiellement évocateurs d'inégalités socio-économiques (p. 114-117). D'où viennent les chiffres? Lesquels sont extraits de sources, lesquels sont les estimations de l'auteur? D'autres types d'interrogations concernant les sources viennent à l'esprit tout au long de la lecture. Quelle est la nature des « papiers terriers » façonnés pendant le Régime français? Quels sont ces *land records* entretenus par des paysans acadiens faisant office de notaire sous le Régime britannique? Quelles « coutumes » civiles prétendent-ils respecter? (Notons en passant que la Coutume de Paris ne figure pas du tout dans la discussion de Kennedy.) Un portrait plus explicite de la construction (comme de la destruction, le cas échéant) des documents si chers aux historiens des Annales — ne serait-ce pas là une des meilleures façons de revivifier une approche vénérable dans un territoire si contesté et si peu paradisiaque?

CATHERINE DESBARATS  
 Département d'histoire  
 Université McGill